



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -177,706 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2023 s'élève à -177,706 Md€ contre -143,906 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-33,800 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 4,794 Md€, une baisse des recettes nettes de 15,424 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 13,582 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 376,535 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 8,623 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (8,463 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,022 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,087 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,243 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,968 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,986 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,004 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,319 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (2,109 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2023 s'élèvent à 376,535 Md€ contre 371,741 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+4,794 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +4,287 Md€ (hausse prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat pour +2,030 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +1,952 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus élevés qu'en 2022 en raison de l'augmentation de la charge

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,953 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,153 Md€) et du programme « Infrastructures et services de transports » (0,904 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,214 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,653 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,029 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,623 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,025 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,090 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,834 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,403 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,204 Md€).

d'intérêt sur la dette de court terme), et des dépenses d'investissement pour +0,883 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense", hausse prévue en LFI), ainsi que de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -2,017 Md€ (écart principalement lié à la mission "Economie", en raison d'abondements du compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" en 2022 non reconduits en 2023), et des dépenses d'intervention pour -0,858 Md€ (écart principalement lié à la mission "Plan de relance" pour -3,591 Md€, baisse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 211,956 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 12,859 Md€ ;

► **TVA nette** : 7,266 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,326 Md€, dont 2,487 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 3,925 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 2,787 Md€, ainsi que de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes pour 0,525 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,306 Md€ ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 0,736 Md€ (principalement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de TF) ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,517 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,048 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,718 Md€, dont -2,027 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -0,636 Md€ au profit du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes) : 254,366 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2023 s'élèvent à 254,366 Md€ contre 260,245 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,878 Md€) s'explique

essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -5,146 Md€ (écart lié à une baisse des recettes brutes de 3,425 Md€ et à une hausse des R&D de 1,721 Md€).

Recettes non fiscales : 10,334 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2023 s'élèvent à 10,334 Md€ contre 19,255 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,921 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE, d'un

montant de 7,400 Md€ en 2022, pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -58,346 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin octobre 2023 s'élèvent à -58,346 Md€ contre

-57,596 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de -0,750 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 5,601 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin octobre 2023 s'élèvent à 5,601 Md€ contre

5,476 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,126 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -13,126 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,738 Md€ et des recettes pour 38,913 Md€ (dont 34,567 Md€ de TF, essentiellement au titre de l'échéance du 16 octobre, et 3,881 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales) ;

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 4,527 Md€ correspondant essentiellement à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune pour 4,477 Md€ ;

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2023 s'élève à -13,126 Md€ contre +0,456 Md€ à fin octobre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-13,582 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -11,506 Md€ (dont le compte « Participations financières de

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 9,372 Md€ (dont 8,407 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 9,375 Md€ (dont 8,738 Md€ au titre d'abondements par le budget général).

l'Etat » pour -11,443 Md€, écart principalement lié à une hausse des dépenses prévue en LFI) et du solde des comptes de concours financiers de -2,383 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -3,067 Md€, écart essentiellement lié à une hausse des dépenses prévue en LFI).

Dettes financières de l'Etat au 31 octobre 2023 : 2 435,264 Md€

La dette financière est en augmentation de 122,973 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +104,162 Md€

et hausse des BTF à hauteur de +22,187 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,376 Md€).



	Mois	Cumul à fin octobre		Ecart cumul	
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	8 418	-177 706	-143 906	-143 215	-33 800
Dépenses du budget général (nettes)	40 840	376 535	371 741	367 078	4 794
Recettes du budget général (nettes)	24 944	211 956	227 379	223 407	-15 424
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	12 859	62 765	62 105	62 105	659
- IS *	-290	38 711	43 856	43 856	-5 146
- TICPE	1 306	13 592	13 432	14 305	160
- TVA	7 266	80 781	81 016	88 977	-235
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	24 313	-13 126	456	456	-13 582

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 374	168 762
Dette financière de l'Etat	-17 296	2 435 264

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumul
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	12 570	119 284	114 997	115 026	4 287
Dépenses de fonctionnement	6 162	64 147	66 163	65 869	-2 017
Charges de la dette de l'Etat	8 738	51 149	49 119	49 119	2 030
Dépenses d'investissement	1 093	15 022	14 139	14 139	883
Dépenses d'intervention	12 066	123 524	124 382	119 984	-858
Dépenses d'opérations financières	211	2 333	1 892	1 892	441
Total des dépenses (nettes) (I)	40 840	376 535	371 741	367 078	4 794
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	29 427	254 366	260 245	256 433	-5 878
Recettes non fiscales	766	10 334	19 255	19 255	-8 921
Prélèvements sur recettes	-5 766	-58 346	-57 596	-57 757	-750
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	517	5 601	5 476	5 476	126
Total des recettes (nettes) (II)	24 944	211 956	227 379	223 407	-15 424
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	30 710	270 302	284 975	281 164	-14 674
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-15 896	-164 580	-144 362	-143 671	-20 218
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	8	-1 891	9 615	9 615	-11 506
Solde des comptes de concours financiers	24 375	-11 809	-9 425	-9 425	-2 383
Solde des comptes de commerce	-75	461	230	230	231
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	802	-922	-922	1 724
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	24 313	-13 126	456	456	-13 582
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	8 418	-177 706	-143 906	-143 215	-33 800

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumul
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 570	119 284	114 997	115 026	4 287
Rémunérations d'activité	7 106	68 740	66 360	66 377	2 381
Cotisations et contributions sociales	5 038	49 264	47 737	47 748	1 528
Prestations sociales et allocations diverses	426	1 280	901	902	378
AUTRES TITRES	28 270	257 251	256 744	252 052	508
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 162	64 147	66 163	65 869	-2 017
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 621	34 057	37 804	37 535	-3 746
Subventions pour charges de service public	3 541	30 089	28 360	28 334	1 730
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	8 738	51 149	49 119	49 119	2 030
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	8 738	51 149	49 119	49 119	2 030
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 093	15 022	14 139	14 139	883
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	885	11 173	10 581	10 581	592
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	207	3 849	3 558	3 558	291
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 066	123 524	124 382	119 984	-858
Transferts aux ménages	3 683	49 750	50 557	50 448	-807
Transferts aux entreprises	3 824	35 807	36 587	36 795	-780
Transferts aux collectivités territoriales	2 596	13 944	13 485	9 205	459
Transferts aux autres collectivités	1 909	22 866	22 993	22 774	-126
Appels en garantie	53	1 157	761	761	396
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	211	2 333	1 892	1 892	441
Prêts et avances	5	25	39	39	-15
Dotations en fonds propres	187	1 029	1 091	1 091	-62
Dépenses de participations financières	19	1 280	762	762	517
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	40 840	376 535	371 741	367 078	4 794

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2023		Cumul à fin octobre 2022 retraité	Cumul à fin octobre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité	
	unité : million d'€.	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités		CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	173	174	2 621	2 503	2 470	2 499	33	
Action de la France en Europe et dans le monde	125	123	1 725	1 625	1 580	1 580	45	
Diplomatie culturelle et d'influence	20	26	580	566	596	625	-30	
Français à l'étranger et affaires consulaires	28	25	316	313	294	294	19	
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	399	417	3 783	3 717	3 740	3 732	-23	
Administration territoriale de l'Etat	228	217	2 157	2 071	2 012	1 999	59	
Vie politique	0	2	143	156	429	429	-273	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	171	198	1 482	1 490	1 299	1 304	191	
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	272	520	2 870	2 764	3 017	2 843	-253	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	143	414	1 416	1 352	1 619	1 768	-268	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	78	55	569	529	597	594	-68	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	51	484	482	477	480	6	
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	401	401	324	0	77	
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	185	261	3 760	4 278	4 081	4 084	197	
Aide économique et financière au développement	33	120	831	1 722	1 526	1 528	196	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	190	190	-40	
Solidarité à l'égard des pays en développement	152	140	2 779	2 406	2 366	2 366	41	
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0	
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	194	198	1 735	1 702	1 424	1 424	278	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	194	198	1 661	1 628	1 346	1 346	282	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	74	74	78	78	-4	
COHESION DES TERRITOIRES	306	2 029	17 294	16 970	16 307	16 297	663	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	174	237	2 378	2 059	1 905	1 906	153	
Aide à l'accès au logement	3	1 623	13 287	13 286	13 011	13 011	275	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	41	55	842	826	657	657	169	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	25	47	270	253	232	230	21	
Politique de la ville	43	56	452	438	433	429	5	
Interventions territoriales de l'Etat	20	11	66	108	68	63	40	
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	60	66	661	641	594	594	47	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	45	418	399	361	361	38	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	46	46	-1	
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	20	199	198	187	187	11	
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1	
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0	
CULTURE	219	534	3 217	3 124	2 813	2 810	311	
Patrimoines	47	242	1 006	970	794	793	176	
Création	20	144	871	858	795	775	63	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	79	75	669	638	606	607	32	
Soutien aux politiques du ministère de la culture	73	73	671	658	618	636	40	
DEFENSE	6 479	3 968	42 964	46 102	43 353	43 341	2 749	
Environnement et prospective de la politique de défense	107	124	1 207	1 632	1 558	1 558	73	
Préparation et emploi des forces	2 556	1 004	11 936	10 872	9 666	9 659	1 206	
Soutien de la politique de la défense	1 995	1 986	19 687	19 797	19 177	19 172	620	
Equipement des forces	1 821	854	10 134	13 802	12 952	12 952	849	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	71	699	693	719	720	-26	
Coordination du travail gouvernemental	52	58	592	590	532	533	58	
Protection des droits et libertés	6	13	107	103	99	99	4	
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	88	88	-88	
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 876	2 953	33 250	31 046	29 003	28 841	2 042	
Infrastructures et services de transports	593	904	6 645	7 108	7 478	7 352	-371	
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	23	21	265	265	192	152	72	
Paysages, eau et biodiversité	39	29	243	233	191	195	42	
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	452	449	425	425	24	
Prévention des risques	35	145	941	902	843	844	59	
Energie, climat et après-mines	101	135	4 185	4 166	6 401	6 397	-2 234	
Service public de l'énergie	2 372	1 153	15 717	14 497	10 354	10 354	4 143	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	238	252	2 473	2 489	2 429	2 431	60	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	276	276	768	768	691	691	78	
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	198	38	1 562	170	0	0	170	



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2023		Cumul à fin octobre 2022	Cumul à fin octobre 2022	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
ECONOMIE	223	888	3 438	3 703	14 097	13 815	-10 394
Développement des entreprises et régulations	166	232	2 334	2 310	1 466	1 436	844
Plan "France Très haut débit"	0	578	73	427	200	200	227
Statistiques et études économiques	38	40	384	375	370	370	6
Stratégies économiques	19	39	648	592	604	351	-13
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	11 457	11 457	-11 457
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	8 525	8 623	51 713	58 478	51 394	51 394	7 084
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	8 463	8 463	50 381	50 381	48 429	48 429	1 952
Appels en garantie de l'Etat	53	53	1 272	1 272	849	849	423
Epargne	9	9	60	60	56	56	4
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	98	0	178	175	175	3
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	1 885	1 885	4 701
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 005	7 022	67 436	67 333	64 907	64 927	2 426
Enseignement scolaire public du premier degré	2 242	2 243	21 055	21 042	20 250	20 249	793
Enseignement scolaire public du second degré	3 083	3 087	29 794	29 788	28 820	28 827	968
Vie de l'élève	610	581	6 194	6 167	5 808	5 808	359
Enseignement privé du premier et du second degrés	670	683	6 858	6 856	6 648	6 648	209
Soutien de la politique de l'éducation nationale	251	289	2 248	2 226	2 160	2 160	66
Enseignement technique agricole	148	139	1 287	1 254	1 222	1 235	32
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	876	890	8 758	8 518	8 248	8 246	270
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	680	678	6 615	6 419	6 255	6 248	163
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	67	776	755	691	694	64
Facilitation et sécurisation des échanges	135	145	1 367	1 345	1 302	1 304	43
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	233	176	1 879	1 514	1 610	1 610	-96
Immigration et asile	170	115	1 431	1 105	1 211	1 211	-106
Intégration et accès à la nationalité française	63	61	448	409	399	399	10
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	52	163	3 232	3 867	2 916	2 916	951
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	70	0	150	195	195	-45
Valorisation de la recherche	0	13	0	13	441	441	-428
Accélération de la modernisation des entreprises	0	50	0	73	383	383	-311
Financement des investissements stratégiques	52	30	1 355	1 832	1 432	1 432	400
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	1 878	1 800	465	465	1 335
JUSTICE	971	924	9 664	9 263	8 591	8 593	672
Justice judiciaire	340	348	3 475	3 370	3 188	3 188	182
Administration pénitentiaire	475	411	4 065	3 818	3 512	3 512	305
Protection judiciaire de la jeunesse	94	95	916	862	786	786	77
Accès au droit et à la justice	11	13	646	645	634	634	11
Conduite et pilotage de la politique de la justice	52	57	558	564	467	469	96
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	4	4	4	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	63	184	647	635	506	505	129
Presse et médias	52	79	330	323	209	209	114
Livre et industries culturelles	11	104	317	312	297	297	14
OUTRE-MER	107	113	2 177	1 786	1 741	1 955	45
Emploi outre-mer	28	29	1 465	1 242	1 258	1 470	-17
Conditions de vie outre-mer	79	84	712	544	482	485	62
PLAN DE RELANCE	3	304	72	3 148	7 495	7 495	-4 347
Écologie	-6	156	4	2 080	3 234	3 234	-1 154
Compétitivité	9	57	67	496	1 525	1 525	-1 029
Cohésion	0	91	1	572	2 735	2 735	-2 163
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 965	1 965	-1 965
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	101	101	-101
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 740	1 740	-1 740
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	78	78	-78
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	47	47	-47
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048	29
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552	19
Sénat	0	0	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2023		Cumul à fin octobre 2022 retraité	Cumul à fin octobre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€. RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	182	3 319	29 269	27 409	25 214	25 191	2 195
Formations supérieures et recherche universitaire	64	2 109	14 517	14 538	13 147	13 145	1 391
Vie étudiante	103	302	2 794	2 492	2 399	2 398	93
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	-10	478	7 702	5 945	5 624	5 629	321
Recherche spatiale	0	221	1 779	1 607	1 469	1 469	137
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	58	1 414	1 665	1 640	1 640	24
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	3	121	578	712	615	615	97
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	142	115	0	0	115
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	29	343	336	318	295	17
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	69	226	5 596	5 299	5 443	5 570	-144
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	69	70	3 882	3 595	3 688	3 815	-93
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	735	735	735	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	969	1 019	1 019	-50
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	358	297	3 972	3 509	3 371	3 376	138
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	353	284	3 825	3 338	3 203	3 206	135
Concours spécifiques et administration	5	13	147	171	168	171	3
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 243	10 239	124 442	124 422	113 587	113 428	10 835
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 566	9 562	120 315	120 295	109 306	109 306	10 990
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	677	677	4 127	4 127	4 281	4 122	-155
SANTE	6	27	3 387	2 772	1 188	1 189	1 584
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	27	310	286	339	339	-53
Protection maladie	0	0	1 146	942	850	850	92
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	1 930	1 544	0	0	1 544
SECURITES	1 968	2 025	19 453	18 938	18 108	18 110	830
Police nationale	1 073	1 090	10 202	10 020	9 587	9 588	432
Gendarmerie nationale	829	834	8 597	8 331	7 956	7 957	375
Sécurité et éducation routières	9	9	48	37	32	32	5
Sécurité civile	56	93	606	551	533	533	17
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	282	1 403	28 618	23 808	26 449	26 332	-2 641
Inclusion sociale et protection des personnes	225	1 204	13 450	11 655	13 024	12 908	-1 369
Handicap et dépendance	3	136	14 015	11 102	12 217	12 217	-1 115
Egalité entre les femmes et les hommes	6	6	36	37	31	31	5
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	48	56	1 117	1 013	976	975	37
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	56	68	1 346	1 303	1 284	1 284	19
Sport	28	24	499	435	499	499	-63
Jeunesse et vie associative	28	44	768	649	585	585	64
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	79	219	200	200	19
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	84	107	601	665	519	519	146
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	12	49	185	293	172	172	121
Transformation publique	61	28	126	122	115	115	8
Innovation et transformation numériques	1	1	6	5	4	4	1
Fonction publique	7	26	248	209	198	198	11
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	35	35	31	31	5
TRAVAIL ET EMPLOI	609	2 214	15 322	15 843	13 844	13 853	2 000
Accès et retour à l'emploi	454	500	5 514	5 510	6 138	6 143	-628
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	94	1 653	9 186	9 695	7 106	7 106	2 590
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	2	53	72	65	65	7
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	59	569	566	535	540	31
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	44 139	50 402	494 951	496 831	481 047	480 505	15 784
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	34 572	40 840	374 637	376 535	371 741	367 078	4 794

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumul
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	13 230	85 958	82 347	82 347	3 611
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	736	3 813	3 348	3 412	465
Impôt sur les sociétés (C)	1 283	63 473	67 471	67 471	-3 998
Impôt sur les sociétés	1 269	62 378	65 803	65 803	-3 425
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	14	1 077	1 320	1 320	-243
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	19	349	349	-330
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	3 925	28 888	28 590	21 454	298
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	98	1 178	855	855	323
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	525	4 767	3 707	3 707	1 060
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	171	0	0	171
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	175	2 048	2 003	2 003	45
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	229	100	100	129
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	17	27	27	-10
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	10	34	28	28	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	90	92	92	-2
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	213	202	202	11
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	2 787	12 721	11 816	11 816	905
Taxe sur les services numériques	255	665	598	598	67
Taxe d'habitation sur les résidences principales	14	455	1 204	1 204	-749
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	39	5 700	7 268	132	-1 567
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	2	2	-1
Recettes diverses	7	593	684	684	-91
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 459	15 230	15 305	16 178	-74
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 031	145 963	139 904	147 866	6 059
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 326	31 336	32 586	31 132	-1 250
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	34	414	586	586	-172
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	31	182	174	174	9
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	80	65	65	14



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumul
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	709	3 494	2 475	2 475	1 019
Mutations à titre gratuit par décès	1 778	13 527	12 133	12 133	1 394
Contribution de sécurité immobilière	66	656	758	758	-102
Autres conventions et actes civils	35	362	371	371	-8
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	55	503	478	478	25
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	22	346	329	329	17
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	68	212	136	136	76
Timbre unique	58	378	334	334	44
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	59	609	454	454	156
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	66	623	0	0	623
Autres taxes intérieures	304	2 404	6 971	5 518	-4 567
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	4	35	36	36	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	480	1 083	674	674	409
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	4	51	54	54	-3
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	168	158	158	9
Autres droits et recettes à différents titres	58	58	21	21	37
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	40	42	42	-2
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	24	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	202	2 098	2 178	2 178	-80
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	62	775	733	733	42
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	338	340	340	-1
Prélèvement sur les paris sportifs	73	683	634	634	50
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	12	97	83	83	15
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	45	827	1 193	1 193	-366
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	57	686	572	572	114
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	38 989	374 662	369 551	369 860	5 111
TOTAL GENERAL (net)	29 427	254 366	260 245	256 433	-5 878

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin octobre		Ecart cumulé	
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	162	2 864	4 213	4 213	-1 349
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	712	1 812	1 812	-1 100
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	162	2 139	1 283	1 283	856
Autres dividendes et recettes assimilées	0	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)	40	1 045	708	708	336
Revenus du domaine public non militaire	35	382	206	206	176
Autres revenus du domaine public	1	5	4	4	1
Revenus du domaine privé	0	339	208	208	131
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	318	289	289	28
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	375	2 405	2 528	2 528	-123
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	57	448	495	495	-47
Autres frais d'assiette et de recouvrement	95	872	926	926	-54
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	9	28	28	-19
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	4	4	0
Autres recettes diverses	221	1 072	1 075	1 075	-3
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	17	470	449	449	21
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	262	44	44	218
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2	10	7	7	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	30	13	13	17
Intérêts des autres prêts et avances	8	64	280	280	-216
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	62	76	76	-14
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	35	23	23	13



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumulé
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	89	1 279	1 842	1 842	-563
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	145	436	436	-292
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	220	244	244	-24
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	10	7	7	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	85	847	1 084	1 084	-237
Frais de poursuite	0	5	9	9	-4
Frais de justice et d'instance	1	6	8	8	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	9	9	-7
Divers (F)	84	2 271	9 514	9 514	-7 244
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	423	686	686	-263
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	196	159	159	37
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	11	11	11	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	5	5	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	7	7	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	6	135	22	22	113
Recouvrements après admission en non-valeur	10	91	109	109	-18
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	31	105	105	-74
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	30	23	23	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	10	10	-7
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	1	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	354	303	303	51
Produits divers	-3	20	3	3	17
Autres produits divers	22	428	318	318	110
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	766	10 334	19 255	19 255	-8 921

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumul
	Octobre	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 718	-37 830	-36 183	-36 343	-1 647
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 027	-22 973	-22 455	-22 610	-518
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-3	-2	-2	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-8	-8	-8	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-636	-5 933	-5 749	-5 749	-184
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-37	-669	-644	-644	-26
Dotations élu local	0	-108	-100	-100	-8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-27	-56	-61	-61	5
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	6	0	-9
Dotations départementales d'équipement des collèges	-2	-326	-327	-327	1
Dotations régionales d'équipement scolaire	-57	-661	-661	-661	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-2 398	-2 404	-2 404	6
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-10	-343	-348	-348	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	9	9	-12
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-89	-89	-89	0
Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-258	-277	-277	19
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	0	0	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-95	-94	-94	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-75	-75	-75	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-3	27	284	284	-256
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-293	-3 491	-3 155	-3 155	-336
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	-307	-307	0	0	-307
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 048	-20 516	-21 413	-21 413	897
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 766	-58 346	-57 596	-57 757	-750
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	478	4 980	5 077	5 077	-97
Fonds de concours - coopération internationale	39	622	399	399	223
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	517	5 601	5 476	5 476	126

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Octobre 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre						Ecart cumul				
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes				Soldes			
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		2023	2022 retraité	2022 exécuté	Soldes 2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 881	5 889	69 556	58 857	58 857	67 666	68 473	68 473	-1 891	9 615	9 615		-11 506
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	55	154	813	734	734	1 643	1 511	1 511	829	777	777		52
Développement agricole et rural	17	2	106	97	97	147	137	137	40	40	40		0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	38	31	245	270	270	314	315	315	70	45	45		25
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	40	30	361	240	240	395	206	206	34	-34	-34		68
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133		133
Participations financières de l'Etat	50	58	15 206	6 381	6 381	12 959	15 577	15 577	-2 248	9 196	9 196		-11 443
Pensions	5 681	5 613	52 825	51 003	51 003	52 208	50 727	50 727	-617	-276	-276		-341
Comptes de concours financiers	14 635	39 010	112 066	106 017	106 017	100 257	96 592	96 592	-11 809	-9 425	-9 425		-2 383
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Avances à l'audiovisuel public	318	5	3 180	3 075	3 075	64	502	502	-3 116	-2 573	-2 573		-543
Avances aux collectivités territoriales	9 738	38 913	102 190	94 594	94 594	98 127	93 598	93 598	-4 063	-996	-996		-3 067
Prêts à des Etats étrangers	36	20	515	769	769	352	929	929	-164	161	161		-325
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	16	3	434	1 077	1 077	276	396	396	-158	-681	-681		523
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	4 527	69	5 747	6 503	6 503	1 439	1 167	1 167	-4 308	-5 336	-5 336		1 027
Comptes de commerce	9 661	9 586	60 647	54 413	54 413	61 108	54 643	54 643	461	230	230		231
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	94	93	860	812	812	926	768	768	65	-44	-44		109
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	18	15	165	163	163	149	161	161	-16	-3	-3		-13
Couverture des risques financiers de l'Etat	24	24	2 187	1 708	1 708	2 187	1 708	1 708	0	0	0		0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	34	563	507	507	611	579	579	48	72	72		-24
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 372	9 375	55 361	50 394	50 394	55 367	50 423	50 423	7	29	29		-23
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	2	0	7	9	9	4	5	5	-3	-4	-4		0
Opérations commerciales des domaines	6	13	58	46	46	99	88	88	41	42	42		-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	3	27	26	26	25	20	20	-1	-5	-5		4
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
Soutien financier au commerce extérieur	95	28	1 420	749	749	1 740	891	891	321	142	142		179
Comptes d'opérations monétaires	4	5	152	3 209	3 209	954	2 287	2 287	802	-922	-922		1 724
Emission des monnaies métalliques	0	4	68	110	110	200	231	231	132	122	122		10
Opérations avec le Fonds Monétaire International	4	0	56	2 997	2 997	745	2 039	2 039	690	-958	-958		1 648
Pertes et bénéfices de change	0	1	28	103	103	9	17	17	-19	-85	-85		66
TOTAL COMPTES SPECIAUX	30 181	54 490	242 421	222 497	222 497	229 985	221 995	221 995	-12 436	-502	-502		-11 934
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	30 177	54 490	242 366	219 499	219 499	229 240	219 956	219 956	-13 126	456	456		-13 582

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	-36	353
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	200	5 034
	Total organismes à caractère financier		5 235	163	5 398
	CEPL	Régions	2 683	-794	1 889
		Départements	12 020	-2 715	9 306
		Communes	31 795	-653	31 142
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-301	18 574
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-329	2 064
		Autres	10 106	-437	9 669
	Total CEPL		77 872	-5 228	72 644
	Etablissements publics de santé		9 230	-1 258	7 973
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-6 649	20 323
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	-721	21 367
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	2 806	7 981
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-237	2 067
Total établissements publics nationaux		56 540	-4 802	51 738	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-1 611	7 205	
Union européenne		3 975	2 595	6 570	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	67	6 053	
	GIP	1 887	104	1 991	
	EPLÉ	2 809	254	3 063	
	Autres correspondants	3 338	134	3 471	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	487	14 578	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-9 654	166 106	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	1 943	2 249	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	404	407	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	309	2 347	2 657	
Total Passif (A)		176 069	-7 307	168 762	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 069	-7 307	168 762	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	126 349	2 404 173
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	104 162	2 233 523
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	104 162	2 233 523
<i>dont - taux fixe</i>	1 867 131	105 107	1 972 237
<i>- taux variable</i>	213 940	1 241	215 181
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	22 187	170 650
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	22 187	170 650
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-3 376	31 092
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	122 973	2 435 264



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.